



## La FAEN solidaire des retraités en colère

**L**e jeudi 28 septembre prochain, les retraitées et retraités manifesteront à Paris pour exprimer leur colère face à la baisse de leur pouvoir d'achat et les menaces qui planent sur les services médicaux et sociaux dans notre pays.

Ils répondront ainsi à un appel interfédéral auquel se joint la F.G.R.-FP (Fédération Générale des Retraités de la Fonction Publique).

**La FAEN exprime sa solidarité envers ce mouvement qu'elle juge pleinement justifié.** En effet, le gouvernement a annoncé une baisse des pensions pour près de 8 millions de retraités en augmentant de 1,7 point leur CSG (passant de 6,6 % à 8,3 % soit une augmentation de 25 % !), sans aucune compensation.

C'est une perte sèche de plus de **400 euros par an pour une pension d'environ 2 000 euros par**

**mois !** A noter que cette augmentation suit une logique d'appauvrissement amorcée depuis longtemps : l'instauration de la Contribution Additionnelle de Solidarité pour l'Autonomie (CASA) de 0,3%, suppression de la demi-part fiscale pour les veuves et veufs, fiscalisation de la majoration familiale, blocage des pensions depuis plus de quatre ans.

Certains retraités locataires sont également touchés par la baisse des APL.

Une revalorisation des pensions du régime général annoncée (de 0,8 %) au 1er octobre ne peut que sembler dérisoire en comparaison de toutes ces pertes.

Le départ du cortège est prévu à 14h30 de Chaussée d'Antin (angle rue Lafayette), et avancera d'abord en direction de la rue de Miromesnil.



## Réforme du premier cycle universitaire en vue

**C**e n'est pas moins de **11 groupes de travail et une cinquantaine de réunions** transversales qu'a décidé d'organiser le ministère de l'Enseignement Supérieur, **autour d'une possible réforme du premier cycle universitaire**, avec plus largement en vue la **réforme du Baccalauréat** et la problématique du sort des bacheliers de Bac pro et Techno.

Cette année encore, **6 000 bacheliers sont restés sans affectation**, dont la moitié issue de bac pro ou technologique. Ceci sans compter 11 000 autres, partis dans des filières privées faute d'autre débouché. A cela s'ajoute encore l'important nombre de bacheliers inscrits en première année de licence générale sans que celle-ci constitue leur premier vœu, mais plutôt par défaut (avec les chances de succès qu'on connaît).

Même si les chiffres sont importants, il convient de les mettre en perspective des 641 700 lycéens ayant obtenu leur bac à la session de juin 2017 : c'est donc environ 2,5 à 3% de ces jeunes qui rencontrent des difficultés immédiates, une proportion qu'une politique honnête et une bonne anticipation de la hausse démographique (issue du baby boom de l'an 2000) auraient dû pouvoir amortir...

**Pour la FAEN, la réponse immédiate à cette situation est la création de 6 000 places de DUT et de BTS.** Notre fédération prendra toute sa part dans les groupes de travail à venir et se montrera particulièrement **vigilante face aux pistes de réformes déjà lancées** par les services ministériels (professionnalisation des diplômes, bac à la carte, mise en place de pré-requis d'entrée à l'université, autonomisation des universités...).

## Dédoublement des CP et CE1 en REP+ l'année prochaine

**A**nnoncé la semaine dernière par le ministre Blanquer, **le processus de dédoublement des classes dans le premier degré se poursuivra bien et s'amplifiera à la rentrée prochaine.**

Il demandera environ 4 000 postes supplémentaires, selon l'estimation du ministre, le coût en étant estimé à 700 millions d'euros s'il s'étend aux REP et REP+, mais de 300 millions s'il se cantonne aux seuls établissements appartenant au dispositif REP+.

**Récemment évalué par l'IPP** (Institut des Politiques Publiques), cet investissement a été

déclaré *« vraisemblablement rentable pour l'avenir »*, ce qui vient clore les débats houleux sur l'absence de recul et de données chiffrées réelles (sauf à s'appuyer sur des études internationales faites dans des contextes pas toujours comparables) et sur l'efficacité de cette méthode, déployée au détriment d'un autre dispositif, le « plus de maitres que de classes ».

La politique étant désormais engagée, il convient de lui laisser prendre toute son ampleur. **En espérant que le temps lui sera aussi laissé pour pouvoir porter ses fruits et être correctement évaluée cette fois-ci.**